

Art. 3. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mai 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. NAMECHE

Art. 3. Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg,

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE**

**Création d'un Service social
au Ministère de l'Éducation nationale
et de la Culture néerlandaise**

Par arrêté royal du 8 novembre 1971, qui entre en vigueur le 1er octobre 1969, il est créé un Service social au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise.

Le Service social a pour objet de donner aux agents du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise, qui ne peuvent vaincre les difficultés de la vie par leurs propres moyens et ce, sous toute forme adéquate, l'assistance morale, financière et matérielle dont ils peuvent avoir besoin tant dans leur vie professionnelle que dans leur vie privée.

Les agents visés à l'alinéa précédent sont les membres du personnel de l'Administration centrale, du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'État et du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'État, ainsi que les membres du personnel des différents établissements d'enseignement de l'État et des services et établissements de l'État ressortissant au département.

Le Service social étend son action :

1. aux agents définitifs et stagiaires en activité de service, en congé d'urgence pour motif familial ou mis en disponibilité pour cause de maladie ou de suppression d'emploi;

2. aux agents temporaires en activité de service ou en congé d'urgence pour motif familial.

L'action du Service social s'étend également aux membres de la famille des agents bénéficiaires, pour autant que ceux-ci ne bénéficient pas d'une telle aide. Dans ce cas, le régime le plus avantageux leur est appliqué.

Pour l'exécution du présent arrêté, la famille comprend l'épouse de l'agent, ainsi que les enfants à charge.

Sont considérés comme enfants à charge, les enfants pour qui l'agent assisté perçoit les allocations familiales, et ceux qui sont considérés comme étant à charge en application de la législation sur l'impôt des revenus.

Toutefois, si une situation familiale particulièrement grave le justifie, l'aide du Service social peut être étendue à tout membre de la famille habitant sous le même toit et dont l'agent assisté est l'unique soutien.

Les agents peuvent s'adresser librement et directement au Service social.

La mission du Service social est la suivante :

1° Allocation d'une aide financière pour le placement d'enfants à la campagne ou en colonie;

2° Octroi d'indemnités dites d'alimentation spéciale;

3° Aide aux futures mères et aux jeunes mères;

4° Création d'une caisse de prêts;

5° Participation dans les frais entraînés par le placement de malades atteints d'affections graves, dans les hôpitaux, cliniques et sanatoria;

6° Intervention dans les soins donnés à domicile aux malades atteints d'affections graves;

7° Organisation de consultations médicales (médecine préventive);

8° Octroi de subventions aux associations culturelles et sportives, d'agrément ou de bienfaisance;

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN NEDERLANDSE CULTUUR**

**Oprichting van een Sociale Dienst
bij het Ministerie van Nationale Opvoeding
en Nederlandse Cultuur**

Bij koninklijk besluit van 8 november 1971, dat in werking treedt op 1 oktober 1969, wordt bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur een Sociale Dienst opgericht.

De Sociale Dienst heeft tot doel de personeelsleden van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, die de bestaansmoelijkheden niet op eigen krachten kunnen te boven komen, de zowel in het beroepsleven als in het particulier leven vereiste morele, financiële en materiele hulp onder elke passende vorm te verstrekken.

Onder de in voormelde alinea bedoelde personeelsleden dienen te worden begrepen de personeelsleden van het Hoofdbestuur van het Fonds der Schoolgebouwen en Gebouwen in Schoolverband van het Rijk en van het Fonds voor Hoger Onderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk, alsmede de personeelsleden der verschillende rijksonderwijsinrichtingen en der rijksdiensten en -inrichtingen, die onder het departement ressorteren.

De actie van de Sociale Dienst strekt zich uit tot :

1. de vastbenoemde en stagedoende personeelsleden in dienstactiviteit, met verlof om dringende redenen van familiaal belang of in beschikbaarheid gesteld wegens ziekte of wegens ontstentenis van betrekking;

2. de tijdelijke personeelsleden in dienstactiviteit of met verlof om dringende redenen van familiaal belang.

De actie van de Sociale Dienst strekt zich eveneens uit tot de leden van het gezin der gerechtigde personeelsleden, voor zover deze niet genieten van een dergelijke tegemoetkoming. In voorkomend geval wordt het gunstigste stelsel toegepast.

Voor de uitvoering van dit besluit bestaat het gezin uit de echtgenote van het personeelslid, alsmede uit de kinderen ten laste.

Worden beschouwd als kinderen ten laste, de kinderen waarvoor het ondersteunde personeelslid kinderbijslag ontvangt, alsmede deze die, wat betreft de toepassing der wetgeving op de inkomstenbelastingen, als ten laste beschouwd worden.

Zo een bijzonder ernstige gezinstoestand zulks billijkt, mag de hulpverlening van de Sociale Dienst echter uitgebreid worden tot elk onder hetzelfde dak wonend gezinslid, waarvan het ondersteunde personeelslid de enige kostwinner is.

De personeelsleden kunnen zich vrij en rechtstreeks tot de Sociale Dienst wenden.

De Sociale Dienst heeft als opdracht :

1° Het verlenen van financiële hulp bij de uitbesteding van kinderen op het platteland of in een kolonie;

2° Het toekennen van toelagen voor bijzonder dieet;

3° Het geven van hulp aan toekomstige moeders en aan jonge moeders;

4° De oprichting van een leningskas;

5° De deelneming in de kosten voortvloeiend uit de opnemings van aan ernstige aandoeningen lijdende zieken in ziekenhuizen, klinieken en sanatoria;

6° Het verlenen van hulp bij de verzorging aan huis van aan ernstige aandoeningen lijdende zieken;

7° De inrichting van medische consulten voor preventieve geneeskunde;

8° De toekenning van subsidies aan verenigingen voor cultuur, sport, vermaak of weldadigheid;

9° Organisation de centres et de colonies de vacances;
10° Octroi de secours en cas de circonstances exceptionnelles, non prévues ci-avant.

Le Ministre de l'Éducation nationale et le Ministre de la Culture néerlandaise peuvent étendre l'action du Service social à d'autres domaines, entrant dans le cadre de son objet.

L'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service social, ainsi que les modalités de ses interventions sont réglées par le Ministre de l'Éducation nationale et par le Ministre de la Culture néerlandaise.

Les indemnités, avances et secours résultant des interventions du Service social, sont accordés par le Ministre de l'Éducation nationale et par le Ministre de la Culture néerlandaise.

Dans les limites et sous les conditions qu'ils déterminent, les Ministres peuvent déléguer à des fonctionnaires du département, le pouvoir leur conféré en cette matière.

Les charges du Service social sont supportées par l'État dans la limite des crédits portés à cette fin au budget du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise.

Les dépenses sont effectuées au moyen d'avances de fonds mises à la disposition d'un agent du département, qui en justifie l'utilisation à la Cour des comptes, dans la forme et dans les délais fixés par le règlement sur la comptabilité de l'État.

L'arrêté du Régent du 26 juillet 1948, portant création d'un Service social au Ministère de l'Instruction publique, est abrogé en ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise.

Organisation, fonctionnement et gestion du Service social au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise

Un arrêté ministériel du 8 novembre 1971, qui entre en vigueur au 1er octobre 1969, fixe les règles concernant l'organisation, le fonctionnement et la gestion du Service social du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise.

Les missions prévues par l'arrêté royal du 8 novembre 1971 s'accomplissent dans les conditions suivantes :

1° Allocation d'une aide financière pour le placement d'enfants à la campagne ou en colonie :

Le Service social attribue une aide financière pour le placement des enfants des membres du personnel à la campagne ou en colonie.

Le Service social prend à sa charge tout ou partie des frais de séjour, déduction faite de toute intervention d'un quelconque organisme.

2° Octroi d'indemnités dites d'alimentation spéciale :

Sur avis du médecin traitant, une indemnité pour alimentation spéciale s'élevant au maximum à 500 francs par mois, ou 3 000 francs par semestre, peut être accordée aux agents tuberculeux et aux agents atteints d'une maladie grave ou d'une maladie nécessitant une alimentation coûteuse.

Cette indemnité est allouée dans des cas analogues et dans les mêmes conditions, aux épouses des agents, ainsi qu'aux enfants et personnes à charge telles que les définit l'arrêté royal du 8 novembre 1971.

3° Aide aux futures mères et aux jeunes mères :

Il peut être alloué aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 8 novembre 1971, pendant la période de trois mois avant l'accouchement et de trois mois après l'accouchement, des allocations qui ne peuvent dépasser 3 000 francs pour chaque naissance qui se produit dans le ménage.

En cas de naissances multiples, cette somme est accordée pour chaque enfant. En cas de fausse couche, l'allocation est allouée si la grossesse a duré au moins 180 jours.

Le bénéfice de ces dispositions ne s'oppose pas à l'octroi de l'indemnité de naissance et de toute autre indemnité à caractère général, prévues par la réglementation en la matière.

L'indemnité de naissance est octroyée aux membres du personnel, qui remplissent les conditions exigées, si les revenus annuels bruts de leur famille (à l'exclusion des indemnités accessoires à caractère général) sont inférieurs au maximum de l'échelle de traitement afférente au grade de chef administratif, augmenté de 6 000 francs par personne à charge.

Ce plafond est lié aux fluctuations de l'index.

9° Het inrichten van vakantiekolonies en -centra;
10° Het verlenen van dringende hulp in buitengewone omstandigheden, die hierboven niet werden voorzien.

De Minister van Nationale Opvoeding en de Minister van Nederlandse Cultuur kunnen de werking van de Sociale Dienst uitbreiden tot andere gebieden, die vallen binnen het kader van zijn opdracht.

De inrichting, de werking, het beheer en de tegemoetkomingen van de Sociale Dienst worden geregeld door de Minister van Nationale Opvoeding en de Minister van Nederlandse Cultuur.

De tegemoetkomingen, de toelagen en voorschotten van de Sociale Dienst worden verleend door de Minister van Nationale Opvoeding en de Minister van Nederlandse Cultuur.

Binnen de grenzen en onder de voorwaarden, die zij bepalen, mogen de Ministers de hun ter zake verleende macht aan ambtenaren van het departement overdragen.

De lasten van de Sociale Dienst worden door de Staat gedragen binnen de perken van de te dien einde op de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur uitgetrokken kredieten.

De uitgaven worden gedaan bij middel van voorschotten, ter beschikking gesteld van een ambtenaar van het departement, die het gebruik ervan bij het Rekenhof zal verantwoorden, in de vorm en binnen de tijdsduur, die door het reglement op de rijkscomptabiliteit zijn voorgeschreven.

Het besluit van de Regent van 26 juli 1948, houdende oprichting van een Sociale Dienst bij het Ministerie van Openbaar Onderwijs wordt opgeheven wat het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur betreft.

Organisatie, werking en beheer van de Sociale Dienst bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur

Bij ministerieel besluit van 8 november 1971, dat in werking treedt op 1 oktober 1969, worden de regels betreffende de organisatie, de werking en het beheer van de Sociale Dienst bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur vastgesteld.

De bij koninklijk besluit van 8 november 1971 omschreven opdrachten geschieden onder de volgende voorwaarden :

1° Verlenen van financiële hulp bij de uitbesteding van kinderen op het platteland of in een kolonie :

De Sociale Dienst verleent financiële hulp bij de uitbesteding van de kinderen der personeelsleden op het platteland of in kolonies.

De Sociale Dienst neemt geheel of gedeeltelijk de verblijfskosten ten laste, na aftrek van alle tegemoetkomingen van eender welk organisme.

2° Toekenning van toelagen voor bijzonder dieet :

Op advies van de huisdokter, kan een op ten hoogste 500 frank per maand of op 3 000 frank per half jaar, bepaalde toelage voor bijzonder dieet verleend worden aan de personeelsleden die lijden aan longtering, aan een zware ziekte of een aandoening, die speciale voeding vergt.

Bedoelde toelage wordt in gelijkaardige gevallen en onder dezelfde voorwaarden verleend aan de echtgenoten van de personeelsleden, aan hun kinderen, alsmede aan personen ten laste, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 8 november 1971.

3° Hulp aan toekomstige moeders en aan jonge moeders :

In een periode gaande van drie maanden vóór de bevalling tot drie maanden na de bevalling, kunnen de tegemoetkomingen worden toegekend, waarvan het bedrag niet meer dan 3 000 frank mag belopen voor ledere geboorte, die zich in het gezin voordoet van de personeelsleden bedoeld bij het koninklijk besluit van 8 november 1971.

Bij veelvoudige geboorten wordt deze som toegekend voor ieder kind. In geval van miskraam wordt de tegemoetkoming verleend, indien de zwangerschap ten volle honderdtachtig dagen bedraagt.

Het genot van deze bepalingen is niet in strijd met het verlenen van de geboortetoeelage, noch met ledere andere tegemoetkoming van algemene aard, die door de reglementering ter zake voorzien zijn.

De behoortetoeelage wordt verleend aan de personeelsleden, die de gestelde voorwaarden vervullen, indien de jaarlijkse bruto-inkomsten van het gezin (de bijkomende toelagen van algemene aard niet inbegrepen), lager zijn dan het maximum van de weddeschaal verbonden aan de graad van bestuurschef, verhoogd met 6 000 frank per persoon ten laste.

Deze maximumgrens is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer.